

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

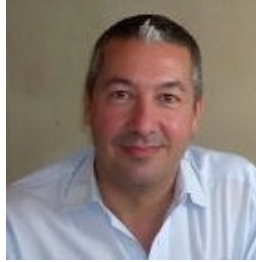
L'Edito du Psy - Barack Obama : 100 jours et des tergiversations sur la CIA plus tard !



- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 27 avril 2009

Nice Premium



L'histoire aux Etats-Unis semble se répéter : un brûlant dossier de la CIA vient de faire sérieusement trébucher le président américain. Alors qu'il célèbre cette semaine les cent jours de son arrivée à la Maison Blanche avec une cote de popularité élevée -64% d'opinions favorables- que dépassait seulement Ronald Reagan à son début de mandat (67%), Barack Obama a probablement commis son premier et véritable faux-pas en politique : sous la pression d'influents membres démocrates du Congrès et d'organisations liées à la défense des droits de l'homme, il a accepté de rendre publique une série de trois notes confidentielles détaillant les méthodes de tortures de la CIA autorisées par son prédécesseur. Qu'il ait été guidé par un souci de transparence inhérent à sa personnalité ou par des considérations de pure politique, le président américain pourrait, à terme, avoir à regretter une décision dont il a manifestement sous-évalué les conséquences et qui l'a conduit à une singulière reculade en moins de quarante-huit heures : alors qu'il n'écartait pas le 22 avril l'idée d'une enquête et d'une procédure judiciaire à l'encontre d'anciens responsables de l'Administration Bush, il annonçait deux jours plus tard et ce, conjointement avec la présidence du Sénat, le blocage de toute initiative en ce sens ! Une reculade doublée d'un embarrassant affichage des divisions dans son propre camp, y compris au sein de son équipe présidentielle.

Barack Obama a eu le tort de croire qu'il pouvait tout simplement ignorer les pressions en provenance du monde du renseignement. Le général Michael Hayden qui avait servi pendant les deux dernières années de l'Administration précédente, avait déjà « condamné » cette publication en expliquant qu'elle « limiterait les capacités futures de l'Agence à poursuivre les terroristes ». Pourtant nommé par le nouveau locataire du Bureau Oval, l'actuel responsable de la CIA, Léon Panetta estimait lui aussi que ces révélations créaient un dangereux précédent, préjudiciable en outre à la protection des sources et des méthodes de la Centrale de Langley. L'ancien vice-président américain Dick Cheney a ensuite invité Barack Obama à publier d'autres documents afin de montrer tout « l'intérêt » de ces interrogatoires dans un souci de « débat honnête ». Un « intérêt » confirmé par des propos de Dennis Blair, le Directeur du renseignement national de l'actuel président, sur la « valeur ajoutée » des informations recueillies par ces pratiques du temps de l'ère Bush. On comprend mieux la visite effectuée peu de temps après par le président américain au siège de la CIA où il a tenté de défendre sa décision tout en multipliant les gestes de soutien aux personnels de l'ombre qualifiés « d'indispensables, de courageux et de remarquables ». Mais le mal était fait.

Après les responsables « concernés », ce fut au tour du clan démocrate d'étaler largement ses divisions : le « Speaker » de la Chambre des représentants Nancy Pelosi se sentait obligée de se justifier sur sa connaissance de ces mémos tandis que le président de la Commission judiciaire au Sénat, le démocrate Patrick J. Leahy, proposait l'instauration d'une « Commission de la vérité », une idée soutenue par d'autres représentants démocrates dont la Sénatrice Dianne Feinstein, présidente de la puissante Commission sénatoriale du renseignement. Celle-ci sollicitait par écrit le président américain afin qu'il « n'exclut pas le principe de poursuites aussi longtemps que se prolongeraient les investigations de sa Commission ». Les travaux de celle-ci devant encore durer six à huit mois, l'affaire est donc loin d'être terminée. Enfin, au sein même de la Maison Blanche, le dossier a mis en évidence des oppositions importantes entre juristes et politiques qui laisseront sans doute quelques rancoeurs.

Dotée de 16 institutions différentes et d'un budget colossal -l'équivalent du budget français de la défense-, la Communauté du renseignement américain ne manquera pas, elle non plus, d'en tirer toutes les conséquences. Et ce, à un moment où la diplomatie américaine -les déplacements à l'étranger d'Hillary Clinton mis à part- semble encore inconsistante sur de nombreux dossiers sensibles : le nucléaire iranien, les avancées des Talibans au

Pakistan, les intimidations balistiques de la Corée du Nord, les inquiétudes militaires en Afghanistan et les rivalités stratégiques avec la Russie. Sans parler des incertitudes en cas de victoire du Hezbollah aux prochaines élections libanaises dont la seule perspective semble effrayer Washington au point de reporter après le 7 juin, la livraison aux autorités du pays, de matériels militaires sophistiqués et coûteux. Autant d'enjeux à propos desquels les capacités de l'« Intelligence » demeurent, on le voit, essentielles. *A fortiori*, lorsque le président américain souhaite « ouvrir des discussions » sur tous ces sujets.